

Grenelle de l'environnement: l'heure de vérité

PARIS (AFP) - Le Grenelle de l'environnement connaîtra mercredi et jeudi son heure de vérité avec la réunion de la table-ronde finale, chargée de négocier les moyens d'opérer la révolution écologique annoncée par le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo.



Jean-Louis Borloo (g) et la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie Nathalie Kosciusko-Morizet, le 27 septembre 2007 à Paris (© AFP/Archives - Patrick Kovarik)

Ces premiers états-généraux de l'environnement seront solennellement clos jeudi en fin d'après-midi par le chef de l'Etat. Depuis l'Élysée et en présence de l'ensemble du gouvernement, Nicolas Sarkozy annoncera ses arbitrages et les mesures dont l'Etat se saisira pour les traduire en plans d'action.

Sur la rampe de lancement depuis l'été, avec l'installation des groupes de travail, le Grenelle a déjà permis de balayer un large spectre de questions liant contraintes économiques et protection de la planète et du climat.

Représentant l'Etat, les collectivités locales, les organisations patronales, les salariés et les associations vertes, les acteurs du Grenelle devenus partenaires de négociations ont pu débattre pendant quatre mois, pour "sortir de l'anathème" selon les termes de Jean-Louis Borloo.

"Le pays a mûri dans ce débat, il a grandi", estime-t-il en citant les quelque 25.000 participants aux débats organisés dans les régions. "Un nombre considérable de préjugés sont tombés", ajoute-t-il avec l'ambition de faire mentir ceux qui n'attendaient que "des mesurètes".

Dans un document d'une trentaine de pages, synthétisé par le ministère de l'Ecologie qui en a soumis ce week-end une troisième version, s'expriment propositions de réformes suggérées par les différents collègues conviés à cette révolution.

Transports, bâtiment, agriculture, part du bio et sort des OGM, modes de production et politiques de l'environnement, tout ou presque a été passé en revue. Certaines propositions font l'unanimité - la rénovation thermique dans le bâtiment par exemple ou l'extension du TGV - d'autres restent sources de divergences abyssales, comme l'usage des pesticides, ou polémiques, telle la fiscalité.

"Il y a encore énormément de travail, mais que de chemin parcouru!", relève le porte-parole de la fédération France Nature Environnement (FNE, 3.000 associations), qui voit pour la France l'occasion de combler ses nombreux retards sur la législation européenne et l'application de ses propres lois.

Mercredi, Jean-Louis Borloo posera sur la table "une synthèse constituant les premières grandes orientations gouvernementales", indiquait lundi son entourage, dont certaines pourront susciter des "demandes d'expertises complémentaires, impérativement accompagnées d'un calendrier".

Yannick Jadot se félicite que le gouvernement annonce d'entrée de jeu sa position: "puisque l'Etat doit arbitrer un certain nombre de sujets, autant discuter directement sur ses propositions", réagit le porte-parole de l'Alliance pour la planète (80 ONG dont Greenpeace et le WWF).

Puis les conclusions des tables-rondes seront transmises à Nicolas Sarkozy, qui "prendra acte des points de convergences et arbitrera sur les points de divergences".

"On aura ainsi la fin du film", juge Jean-Paul Besset, porte-parole de Nicolas Hulot. "Ca élimine l'idée que le Grenelle n'était qu'un vaste show". Ce qui n'empêchera pas les uns et les autres de faire les comptes à l'arrivée.

Nicolas Hulot, tout en redoutant "la puissance incroyable des lobbies", se déclare "dans un état d'esprit optimiste et constructif mais aussi très exigeant". "J'espère qu'on va en sortir avec des mesures structurantes, qui vont agir sur les tendances lourdes", insiste-t-il.

